




Envoyé en préfecture le 18/10/2022
Reçu en préfecture le 18/10/2022
Publié le 
ID : 086-228600011-20221018-22_A_PMI_0019-AR

RENDU EXECUTOIRE LE

10 NOV. 2022

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE

SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE

Réf: BB/GR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-PMI-0019

du 18 OCT. 2022

Portant modification de l'arrêté N° 2020-A-DGAS-DEF-PMI-0008 du 13 octobre 2020 relatif de fonctionnement de la crèche familiale préventive du Département de la Vienne, « FA SOL VIE » gérée par l'association «ENFANT PRESENT » situé :

2 Avenue Robert Schuman
POITIERS (86000)

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.3211-1 et L.3221-9,

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.214-1 et 3 ainsi que L. 221-1 et 5,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 29 juillet 2022 relatif aux professionnels autorisés à exercer dans les modes d'accueil du jeune enfant,

CONSIDERANT l'arrêté n°2020-A-DGAS-DEF-PMI-0008 du 13 octobre 2020 relatif au fonctionnement de la crèche familiale préventive du Département de la Vienne, gérée par l'association «ENFANT PRESENT » de Paris,

CONSIDERANT le courriel reçu le 7 octobre 2022, de Monsieur le Directeur Général de l'association Enfant Présent informant le Président du Conseil Départemental du changement de direction au sein de la crèche familiale préventive « FA SOL VIE » de Poitiers,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1^{er} :

Autorise l'association **Enfant Présent** à faire fonctionner avec une nouvelle directrice, la crèche familiale préventive « FA SOL VIE », situés 2 avenue Robert Schuman 86000 Poitiers à compter du 3 octobre 2022.

Article 2 :

La direction de la crèche familiale préventive « FA SOL VIE » est assurée par :

- , Infirmière puéricultrice cadre de santé.

En application de l'article R. 2324-48-1 du code de la santé publique la quotité minimale de temps de travail dédié à la fonction de direction de la crèche familiale est de 0.75 équivalent temps plein,

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article R2324-41 du code de la santé publique, le gestionnaire respecte le minima 0.5 équivalent temps plein d'éducateur de jeunes enfants.

Article 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2020-A-DGAS-DEF-PMI-0008 du 13 octobre 2020 sont inchangées.

Article 4 :

En application de l'article R. 2324-24 du code de la santé publique, le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 5 :

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 18/10/2022

Reçu en préfecture le 18/10/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221018-22_A_PMI_0019-AR

Article 7 :

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, le Directeur Général de l'association «Enfant Présent» sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à POITIERS, le **18 OCT. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 18/10/2022

Reçu en préfecture le 18/10/2022

Publié le



ID : 086-228600011-20221018-22_A_PMI_0019-AR